

Le projet de loi budgétaire pour 2015 en hausse de 6% au Burundi

PANA, 21 novembre 2014 Bujumbura, Burundi - Les prévisions budgétaires pour l'exercice 2015 s'élèvent à 1.403 milliards de francs burundais (un milliard de dollars américains), contre 1.403 milliards (un peu plus de 916 millions de dollars) en 2014, soit une augmentation de l'ordre de 6%, apprend-on de source officielle à Bujumbura. Ces prévisions budgétaires ont eu d'abord l'aval d'un récent Conseil des ministres, selon un communiqué de presse du secrétaire d'État, Philippe Nzobonariba (photo).

Le budget doit encore être discuté et approuvé par l'Assemblée nationale, puis le Président, avant sa promulgation par le chef de l'Etat. Le projet de budget 2015 se caractérise encore par un déficit de l'ordre de 114 milliards de francs burundais (près de 75 millions de dollars), contre 59 milliards (autour de 34 millions de dollars), en 2014. Le financement du déficit proviendra de l'endettement à la fois extérieur et intérieur, précise le communiqué. Le gouvernement burundais dit avoir élaboré le budget de 2015 dans un contexte particulier où le pays s'approche de la fin de l'actuelle législature et de l'organisation de nouvelles élections générales. Par ailleurs, la conjoncture internationale se traduit par la transformation des appuis budgétaires dans des appuis ciblés sectoriels ou des dons projets. Dans ce cadre, le gouvernement avise qu'il continuera à mener une politique prudente et austéritaire, tout veillant à l'alignement du budget au cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté (Cslp, seconde génération). La politique budgétaire qui sera menée consistera à la poursuite de la mise en œuvre effective des réformes engagées pour accroître le recouvrement des ressources et les orienter dans les secteurs porteurs de croissance tout en maintenant le niveau des acquis dans les secteurs sociaux, mais également au financement des prochaines élections. Le coût estimatif des élections générales de 2015 est de quelque 60 millions de dollars dont plus de la moitié attendue des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux du pays, selon les prévisions de la commission électorale nationale indépendante (Ceni). Le communiqué du gouvernement avise le contribuable que dans le but d'augmenter les moyens financiers, l'office burundais des recettes (Obr) va élargir l'assiette fiscale, lutter contre l'évasion fiscale, renforcer le recouvrement des arriérés et maîtriser les exonérations. L'observatoire de la corruption, les malversations économiques (Olucome, indépendant) a déjà saisi le parlement par écrit de la hausse "exorbitante" de certaines taxes qui vont frapper, entre autres, les services de la téléphonie mobile dans la quête des moyens financiers pour combler le déficit budgétaire. Les trahisons regardant l'observatoire a encore fustigé le "favoritisme" et le "laxisme" qui ont caractérisé les exonérations des marchandises à l'importation en 2014 et demandé à ce que cesse dans l'exécution du budget de 2015. Ces exonérations ont dépassé les 100 milliards de francs burundais "pour une poignée d'individus" alors qu'elles avaient été plafonnées à moins de 20 milliards, à en croire le président Olucome, Gabriel Rufyiri.